

# Face à la montée du racisme, comment reprendre l'offensive ? #FeteDeLHumanité

74 min · Parti Socialiste

---

Donc on est très heureux pour cette table ronde d'avoir avec nous Dienaba Diop qui va animer cette table ronde qui est député des Yvelines et porte-parole du Parti Socialiste. Yannick Trigance qui est conseiller régional et également secrétaire national en charge de l'éducation au Parti Socialiste et Dominique Sopo qui est président de SOS Racisme. Donc je vais tout de suite laisser la parole à nos trois intervenants et à notre animatrice pour pouvoir commencer cette table ronde. Merci beaucoup.

Merci beaucoup Rémi. Je suis très heureuse de partager cette table ronde avec Yannick Trigance, donc mon collègue et ami. On siège ensemble au conseil régional. Il oeuvre au sein du parti sur les questions d'éducation. Et puis évidemment de retrouver, je crois que c'est un peu notre rituel à la fête de l'Huma, à Dominique et moi de nous retrouver sur cette table ronde. Donc Dominique Sopo qu'on ne présente plus président des SOS Racisme. On a voulu aborder avec vous la thématique de face à la montée du racisme, de l'antisémitisme, de l'islamophobie mais aussi de toutes les formes de discrimination. Comment en fait pouvons-nous reprendre l'offensive parce qu'on a parfois la sensation que tout ceci est un peu, je dirais, inéluctable et qu'on regarde finalement un peu médusé et un peu fatigué de tout ce qui se passe autour de nous. Pour vous remettre un petit peu de contexte, on assiste à une hausse très préoccupante des actes et des discours racistes, antisémites, islamophobes, qui sont évidemment alimentés, vous l'avez vu, par la banalisation des idées d'extrême droite et puis un climat politique et surtout médiatique, je dirais, qui est de plus en plus polarisé. On a de plus en plus de discours qui sont discriminants et qui s'expriment avec de plus en plus d'aisance, phénomène particulièrement observé depuis le 7 octobre 2023 et puis aussi depuis les élections législatives de 2024. Moi je me rappelle avec beaucoup d'effroi ce que ça avait pu libérer de paroles racistes et d'actes du coup discriminants de toutes sortes. Lorsque certains se sont dit, Jordan Bardella va arriver à Matignon et donc avec lui tout est permis. Et donc du coup face à la fragmentation de la société et aux attaques contre le vivre ensemble, ou ce qui s'exprime par des discriminations, des violences, la gauche et les forces républicaines doivent sortir de la défensive et c'est un enjeu qu'on veut réaffirmer ici, c'est que nous sommes universalistes, nous sommes laïques et nous sommes les défenseurs de l'égalité et en même temps, ça ne suffit pas de le dire, il faut aussi apporter des réponses politiques, juridiques, sociales et éducatives concrètes pour faire disparaître toutes ces discriminations. Je vous l'ai dit, beaucoup de hausses concernant les actes, par exemple l'antisémitisme, on est passé à 1676 actes antisémites en 2023 contre seulement, c'était déjà beaucoup trop, mais 436 en 2022, donc en un an on a quand même une unification quasiment par 4 des actes antisémites, donc soit une hausse de 284%, pareil pour une recrudescence des actes islamophobes et des violences racistes, les faits anti-musulmans et les autres actes xenophobes connaissent une nette hausse, les études de l'INSEE révèlent que 32 % des personnes de confession de culture musulmane déclarent subir des discriminations, des insidietés racistes, et on est en-dessous finalement de ce qui se passe en réalité parce que très peu porte-plante, c'est aussi ça qui mine le recensement de ces actes, c'est que très peu de personnes lorsqu'ils subissent ces actes anti-musulmans ou de discriminations associées, c'est plus de 95 % des gens qui disent le ressentir et pourtant on a que 32 % de taux de plainte, et c'est aussi pour ça qu'on a demandé à Yannick d'être avec nous, c'est que cette violence s'aggrave à l'école et en milieu scolaire, on pouvait penser que c'était un milieu plutôt protégé et on observe que malheureusement les actes de racisme, d'antisémitisme, etc. qui ont été signalés sur la plateforme Valeurs de République ont presque triplé, donc pour atteindre près de 2800 signalements ces dernières années, plus de 50 %

des incidents sont recensés dans les établissements scolaires, et concernent des contestations d'enseignement, des injures racistes entre élèves, encore des propos haineux qui visent des enseignants ou des camarades sur les réseaux sociaux, et je parle aussi de la plateforme Faros, où on a une augmentation de plus de 50 % des signalements, donc tout ça dresse finalement un contexte assez anxiogène, et du coup je voulais commencer par toi Dominique, comment est -ce qu'on peut caractériser cette recrudescence actuelle des actes racistes, antisémites, islamophobes, et quelles sont les nouvelles formes que prennent ces haines dans l'espace public et les réseaux sociaux, et comment cette décomplexion des discours d'extrême droite, pourquoi est -ce que ça fragilise notre vivre ensemble, et moi qui suis issue d'un quartier populaire, je trouve que ça participe beaucoup à des tensions dans nos quartiers, parce que ça porte atteinte aussi à notre cohésion sociale.

Merci pour l'invitation, alors comment on peut expliquer qu'il y ait une montée des actes racistes et antisémites, je pense que ça renvoie à la question de reprendre l'offensive, ça fait quand même de nombreuses années qu'il y a une forme de délégitimation des dynamiques de l'antiracisme, j'étais tout à l'heure sur un débat sur le stand de SOS Racisme, et je rappelais que depuis 2002, et l'accès de Jean -Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, il nous a souvent été opposé le fait qu'il fallait arrêter de dénoncer le racisme du FN, parce que c'est pas comme ça qu'on lutte contre le FN, le résultat, c'est qu'au bout de 20 ou 25 ans de cette stratégie très intelligente, qu'est -ce que ça produit ? ça produit le fait qu'on ait une extrême droite qui est aux portes du pouvoir, et qui d'un certain point de vue structure le débat public avec ces idées racistes, antisémites, islamophobes, xénophobes, etc. Parce que finalement, la délégitimation des dynamiques antiracistes, soit par antiracisme, soit par invisibilisation de la parole antiraciste, et bien aboutit au fait que l'extrême droite arrive dans le débat public à prendre une place beaucoup plus importante, par ailleurs aidée par la structuration de toute une partie de l'arc informationnel par Bolloré, etc. Et par des glissements extrêmement graves que l'on veut voir dans une presse beaucoup plus mainstream, si vous lisez aujourd'hui le Figaro, qui n'a jamais été à la pointe de l'antiracisme, mais quand même, aujourd'hui, on est quasiment, si on regarde Figaro Vox, c'est de l'extrême droite en réalité, si vous regardez des titres comme Le Point, etc. on est quand même au -delà du conservatisme aujourd'hui pour être plutôt dans du réactionnaire, et on voit bien que lorsque il n'y a pas de voix antiraciste suffisamment légitimée, suffisamment publicisée, et bien ça produit aussi une montée de l'extrême droite et de ses idées. Le deuxième élément, c'est que paradoxalement, la montée du racisme est aussi liée au fait que, dans notre société, il y a des avancées de l'égalité. C'est qu'aujourd'hui, il y a des Tienabadiop qui sont députés. Hier, il y avait des Christiane Taubira qui étaient ministre de la Justice. Et que tous les combats pour l'égalité, on le voit bien dans le féminisme également, et bien ça produit des backlash, des gens qui disent en fait ça suffit, ça va trop loin, ça va trop vite, il faut que ça s'arrête. Donc je pense qu'on est sur des luttes pour l'égalité qui entraînent leur propre opposition par ceux qui ne supportent pas cela, qu'il y a une forme d'invisibilisation de la parole antiraciste qui favorise cela. Est -ce qu'il y a des nouvelles formes, je ne suis pas sûr, parce que vous savez, les formes du racisme, c'est des insultes, des coups et des meurtres, c'est exactement ce à quoi aujourd'hui on est confronté. Par contre, il peut y avoir parfois une évolution dans le discours, c'est -à -dire que le discours raciste va parfois se cacher derrière, par exemple, la laïcité. On voit l'extrême droite aujourd'hui, l'extrême droite, c'est -à -dire qui historiquement est l'ennemi de la laïcité, c'est -à -dire que l'extrême droite, son modèle, c'est la catholicité. Je rappelle que Vichy, c'est une revanche sur l'affaire Dreyfus, et c'est aussi une revanche sur la loi de 1905, c'est -à -dire que ça n'est pas possible pour l'extrême droite. Je rappelle quand même, à voir en tête, quand on voit aujourd'hui l'extrême droite qui explique qu'on va interdire le voile dans la rue, ce qui est un scandale par ailleurs, et qui cible en plus évidemment des musulmans et des femmes, ce qui n'est pas le fruit du hasard non plus, à l'extrême droite. que l'extrême droite en 2004. Proposition contre la loi. Jean -Marie Le Pen et Marine Le Pen font des sorties, elles ont dit qu'on est contre la

loi. Mais ça ne leur est jamais opposé. Vous venez aujourd'hui jouer les parangons de la laïcité. C'est bien vous là qu'on voit sur les vidéos. Alors expliquez -vous. Parce qu'en fait on ne peut pas raconter tout et n'importe quoi. Et je trouve que de ce point de vue -là, mettre l'extrême droite face à ses responsabilités de ce qu'elle a été historiquement, elle est contre la laïcité. Elle est ultra libérale. Ça ne lui est jamais opposé quasiment. Jean -Marie Le Pen dans les années 80 voulait qu'on l'appelle le Reagan français. Quand on voit Marine Le Pen dire « Ah la gauche et la droite ont fait des politiques libérales », tu dis mais tu rigoles ou quoi ? Vous expliquez comment dire que c'est quasiment le communisme en France. Comment dire que c'était du RSS, les politiques qui étaient menées dans les années 80 et 90 par les gouvernements de gauche. Et aujourd'hui vous venez expliquer que vous auriez protégé la France de l'ultralibéralisme ou du libéralisme. C'est quoi cette blague ? Et donc je pense qu'il y a aussi une culture politique à avoir de ce qu'est l'extrême droite et une fermeté à avoir par rapport à eux. Parce que moi je suis convaincu, j'en terminerai là parce que je suis quelqu'un de bavard, que l'extrême droite n'a pas gagné l'élection présidentielle. Contrairement à ce qu'il nous a dit. L'extrême droite elle gagnera l'élection présidentielle quand nous -mêmes nous aurons cru qu'elle allait la gagner. Je pense qu'il y a suffisamment de force, de sursaut, d'intelligence, de référence historique pour dire attention là il y a un problème et là il y a un danger. Et je terminerai sur un point c'est que on a un exemple grandeur nature qui est celui des élections législatives de 2024. Dans l'entre -deux tours alors que tout le monde disait que le RN allait gagner, très opportunément à nouveau il a pu être dit médiatiquement que le RN était raciste, antisémite, qui était complaisant avec les collabos, qu'il était antidémocratique etc. aussi et comme par hasard le fait d'avoir tenu cette parole pendant une semaine ça a produit des effets évidemment négatifs pour les RN même si malheureusement ils sont quand même à un niveau historique aujourd'hui à l'assemblée nationale. Donc ça montre bien qu'être ferme, combattre, dire les choses ça sert à quelque chose. Et dernier point vraiment pour le faire il faut parler fort contre le racisme et contre l'antisémitisme. C'est pas la peine de tortiller je vais dire à un moment donné s'il y a des gens qui votent RN c'est parce qu'il y a une demande de racisme. Les gens ils votent pas RN parce qu'ils sont séduits par le discours du RN sur l'agriculture. Bon voilà il faut arrêter de prendre les gens pour des cons. Les gens ils votent rassemblement national parce qu'il y a une demande de préférence nationale, il y a de la xénophobie. Le RN quand vous regardez son électorat c'est le seul électorat, le seul dont la majorité des gens vous explique que des enfants d'immigrés ne sont pas des français comme les autres. Le seul, donc quand vous les interrogez, voyez bien l'univers mental de la xénophobie, de l'altérophobie. Alors ça ne veut pas simplement, ça veut pas dire qu'il faut insulter les électeurs du RN mais de dire le choix que vous faites c'est un choix en science. Donc vous assumez vos responsabilités et il ne faut pas venir jouer le fait que, comment dire, c'est pas pour ça que vous votez. Si c'est pour ça que vous votez et si c'est pas pour ça que vous votez, en tout cas vous savez qui est ce parti et le fait de voter pour lui ça veut dire que pour vous le racisme de ce parti, l'affrontement à la République, l'affrontement à la constitution et à ces garanties d'égalité ce ne sont pas des choses suffisamment graves pour que vous ne votiez pas pour lui. Et donc ça c'est un problème parce que à force de ne pas rappeler les gens à une forme de hauteur, à une forme de dignité, à une forme, j'allais dire, de responsabilité, eh bien à la fin ils avancent et moi je pense que ces derniers temps on a vu beaucoup de sorties racistes, vous avez vu le policier de Carcassonne dont la vie, je rappelle quand même parce que mon Dieu, il a tenu des propos racistes pendant 6 heures. Mais c'est ça. 6 heures. Ça lui a

pas échappé pendant 5 minutes. Non, pendant 6 heures le mec qui dit

bougou les nègres de façon en boucle. Bougou les nègres de façon en boucle, Kyrgyz, machin, pendant 6 heures le mec. Et parce que ça s'est déclenché par hasard. Ça veut dire que si ça s'était déclenché à un autre moment, ça se trouve ça aurait été pire parce qu'en fait ce monsieur manifestement tous les jours, pour que par hasard on tombe sur ça, c'est qu'en fait il est tout le

temps comme ça et qu'en fait c'est ça l'extrême droite. C'est à dire c'est un esprit d'abuse. Merci

président. Dominique Sopo et donc en fait Boris Vallaud, mon président groupe qui prend soin de nous. Merci beaucoup. Moi, je crois que c'est très important ce que tu as dit, parce que j'ai participé à un débat hier à l'Agora où Michel Feher, philosophe, nous a rappelé ce que tu as dit. C'est qu'il faut arrêter de croire que celles et ceux qui choisissent le Rassemblement national le font parce que finalement, il ne savent pas vraiment ce qu'ils font. Ce n'est pas vrai. Il y a quand on voit finalement tous les débordements racistes ouvertement xénophobes comme par hasard. En fait, il n'y a pas de hasard. C'est toujours chez le RN et c'est ce que disait d'ailleurs Rocca et Adjalo dans une confrontation avec Mathieu Vallée. Elle lui a dit, excusez-moi, mais il n'y a que chez vous qu'on sait où acheter des casquettes nazies. Donc il faut arrêter de nous dire qu'il n'y a pas quelque chose dans votre idéologie qui conforte ces théories racistes. Je le disais en introduction, l'école normalement devait être un peu un sanctuaire. Et donc Yannick, comment est-ce que l'école est traversée par la montée des préjugés, du racisme, du repli identitaire et quel manque constate-t-on aujourd'hui dans la prévention et la formation des personnels éducatifs? Parce que moi qui ai été enseignante pendant 26 ans et qui suis maintenant en disponibilité, moi, je le vois, mes collègues souvent se sentent très démunis face justement au comportement des élèves et même des parents d'élèves et qui fait que parfois on se sent totalement démunis.

Bonjour à toutes et tous. Merci d'y être là. Bonjour Dominique. Très heureux de pouvoir échanger avec vous sur ces questions. Je pense que la question des discriminations présente au sein de l'école, parce qu'il y a des discriminations dont on parle peu finalement et je voudrais quand même les évoquer. D'abord, rappeler que l'école républicaine, elle repose sur un principe qui est un principe fondamental, qui est que chaque enfant doit pouvoir apprendre, progresser et construire son avenir sans être discriminé en raison de son d'origine, de son sexe, de son handicap, de sa religion ou de ses convictions. De son apparence physique ou de son orientation sexuelle, de son identité de genre ou de sa situation sociale. Et les discriminations traversent l'ensemble de ces champs. D'ailleurs, ce principe, il est inscrit dans le code de l'éducation et il impose au service public de l'éducation de lutter contre les inégalités sociales, territoriales et de garantir la scolarisation inclusive de tous les enfants et de veiller à la mixité sociale au sein des établissements. Or, on le sait, on le voit, l'existence des discriminations dans et autour de l'école, c'est une réalité. Et donc, la question, à mon sens, elle doit être posée à trois niveaux. Le premier niveau, ce sont les discriminations entre les élèves. Elles existent. Le deuxième niveau, c'est les discriminations qui peuvent résulter de pratiques institutionnelles. Elles existent. Et le troisième niveau, ce sont les inégalités structurelles. Il faut le dire que l'organisation du système scolaire peut contribuer à reproduire lui-même. Et donc, partant de là, je voudrais attirer notre attention collectivement sur le diagnostic parce que les discriminations, elles sont davantage présentes dans les perceptions des familles et elles sont plus présentes que ce qu'on pense. Je vous donne un exemple. Il y a une enquête du Défenseur des Droits qui a été publiée en 2026 et qui apporte un éclairage extrêmement important. 35 % 30. Il y a eu 1700 parents d'enfants âgés de 6 à 23 ans. 35 % des parents déclarent qu'au moins un de leurs enfants a été victime de harcèlement scolaire et 16 % de cyber harcèlement. Plus significatif encore sur le sujet, un parent sur trois rapporte que son enfant a été traité différemment par l'institution scolaire elle-même, notamment en matière de notation, en matière d'orientation, en matière de discipline ou alors dans la manière dont les enseignants s'adressent à lui. Là, on est au c-ur d'un sujet qui est un peu un sujet tabou. Mais qui existe quand on consulte les familles et les motifs évoqués sont extrêmement intéressants. Je vous les donne. Il y a le handicap ou l'état de santé. Il y a la question de l'origine ou de la couleur de peau, la question de l'apparence physique, la question du milieu social, la question de la religion, la question de la nationalité, la question du genre et la question de l'orientation sexuelle. Donc là, on a le panorama de ce qui relève aujourd'hui d'un diagnostic qui est quand même évidemment inquiétant. 72 % des parents rapportent une inégalité de

traitement sous des formes différentes, tandis que 50 % de ceux qui rapportent une inégalité de traitement signalent également du harcèlement. Et donc on voit bien qu'il y a une dérive de ce phénomène qui touche aujourd'hui, la question du harcèlement, elle est nationale d'ailleurs. Le Parti Socialiste, nous avons dans notre projet des propositions très spécifiques sur cette question, et on voit bien que le champ des domaines est extrêmement large et il y a bien évidemment la question de la religion, la question de la couleur de peau, des origines, c'est extrêmement présent sous les trois aspects que j'ai évoqués tout à l'heure. Et donc après on pourra dans la discussion, évidemment, il y a tout un tas de propositions, il y a des dispositifs qui existent aujourd'hui, mais on voit bien que ce sont des dispositifs qui restent quand même assez insuffisants. Juste sur la question des leviers pour lutter contre ça, je voudrais tout de suite le dire et le répéter, la question de la formation des enseignants, elle est absolument fondamentale, et pas seulement la question de la formation initiale, mais aussi et surtout de la formation continue tout au long de la carrière. On a de jeunes enseignants qui arrivent de province, j'ai en tête un enseignant, un jeune qui est dans mon département de la Seine -Saint -Denis, qui arrive de la Creuse, qui se retrouve dans un établissement d'une ville de Seine -Saint -Denis, je peux vous dire qu'il y a des sujets pour les aborder, quand vous n'avez aucune formation, c'est quand même un peu compliqué à gérer. Donc la question de la formation des enseignants, on en reparlera peut-être tout à l'heure, mais elle est absolument fondamentale. Voilà un peu pour le panorama et on viendra après sur la question des leviers, parce qu'il n'y a pas que la question de la formation, il y a d'autres outils que nous proposons de développer.

Merci beaucoup à vous deux. C'est vrai que dans le milieu scolaire, c'est un des gros problèmes, c'est effectivement la formation des enseignants, puisqu'on se rend bien compte que pour beaucoup, il n'y a pas vraiment de formation initiale, puisqu'on a supprimé les UERFM. Vous arrivez, vous n'avez jamais vu de classe de votre vie, donc vous vous retrouvez devant un élève. Moi j'ai eu beaucoup de collègues qui se sont retrouvés totalement démunis. Moi j'étais au Valfourré à Montlajoli. Quand vous arrivez et que vous n'y connaissez rien, se retrouver face à des élèves pendant deux heures où vous avez juste votre cours, mais vous ne connaissez pas finalement, on ne vous a pas appris à gérer une classe, à justement comment on fait la mise au travail, comment il rentre. Tout ça, ce sont des choses qui effectivement tout au long de la carrière sont très importants. Je vais vous proposer qu'on ait un premier échange sur le diagnostic, et ensuite on passera la deuxième partie du débat, et après encore une fois on vous passera la parole. Donc si vous avez des questions, des réactions, levez la main et je vous donne la parole. Allez, le plus dur c'est le premier qui se lance sur le diagnostic. Dites -moi. Oui ?

Bonjour, Clément Vacher des Zyklines. Petite question, la montée de la xénophobie, elle n'est pas uniquement nationale, elle est aussi européenne, elle est aussi internationale. Comment vous la ressentez, comment vous la traitez, et quelles sont vos analyses ? Parce qu'on n'est pas en vase clos au niveau national, c'est vraiment quelque chose qui est mondial, et il y a une montée des tensions en ce moment. On va vers une confrontation probablement, économique, militaire, etc. Donc c'est aussi une vision internationale, et je prendrais, je traiterais deux exemples. La montée par exemple, moi je regardais aujourd'hui le vote dans les consulats au niveau des élections, au niveau de la Turquie, vous avez une montée du vote d'Erdogan qui est plus importante en France, en Europe qu'en Turquie. Et puis au-delà, vous avez aussi une montée de l'extrême droite dans d'autres pays, partout à travers l'internet. Donc c'est aussi comment on aborde ces questions au niveau international.

Merci.

Alors c'est vrai que quand on regarde à travers le monde, on voit bien que l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud également, avec quand même la bascule de toute une série de pays vers

des pouvoirs d 'extrême droite, mais on pourrait penser aussi à l 'Inde, de Narendra Modi, ou à la Tunisie, qui est quand même dans une fuite en avant raciste extrêmement grave, avec ce racisme anti -noir qui a été quasiment élevé au rang de politique d 'État par le président en place, pose la question au -delà de nos frontières. Je pense que d 'abord on a des dynamiques qui se rejoignent, qui ne sont pas toujours forcément les mêmes, mais qui peuvent se répondre. C 'est -à -dire que, en fait, je pense que dans toute une série de pays, je pense à l 'Europe, à l 'Amérique du Nord, on est sur des pays qui pendant très longtemps, le monde était à leur mesure, c 'est -à -dire que le monde était contrôlé, en fait, par la puissance même coloniale pendant longtemps, même si tous les pays n 'ont pas été des colonies, par la puissance financière, par le fait qu 'on est dans un monde où finalement, les cultures sont extrêmement configurées par toute une série d 'éléments culturels européens. Je veux dire, les grandes langues mondiales, c 'est le français, c 'est l 'anglais, c 'est l 'espagnol. Enfin, quand on est français, anglais ou espagnol, on peut aller à peu près partout dans le monde sans avoir appris aucune langue, et en fait c 'est à notre mesure. Le temps, c 'est notre temps, la semaine que l 'on trouve partout dans le monde quasiment, même si dans d 'autres pays le temps est différent, mais même dans ces pays -là, ce qui rythme le temps, c 'est aussi cela. Et donc je pense qu 'on est quand même dans un monde occidental, si tenter que ça ait de réalité, mais quand même, pour lequel le monde a été à sa mesure, et qui aujourd 'hui est confronté à un monde d 'où émerge toute une série d 'autres puissances, qui remettent aussi un peu en cause cette place extrêmement privilégiée, que l 'on pouvait trouver normale, mais qui de fait est remise en cause, et qui n 'a été d 'ailleurs qu 'une petite parenthèse dans l 'histoire de l 'humanité. Donc je pense qu 'il y a cette dynamique -là qui peut exister, qu 'il y a également une dynamique, comment dire, il y a aussi des logiques de domino, c 'est -à -dire que, ou des logiques de miroir, les haines racistes qui circulent à un endroit, souvent vont légitimer en d 'autres endroits d 'autres haines racistes. Lorsque il y a un affaiblissement de la démocratie, on voit aussi comment l 'affaiblissement de la démocratie prend prétexte ou entraîne des haines racistes quand il n 'y a plus de terrain de la délibération. Lorsque 'on n 'est plus dans l 'état de droit, lorsque 'on le théorise, eh bien ça fait aussi qu 'on est dans des sociétés, dans des pays dans lesquels, à nouveau, la violence qui était contenue par le droit peut à nouveau s 'exprimer. Et regardez Donald Trump, c 'est très intéressant, c 'est que Donald Trump, qu 'est -ce qu 'il dit ? Il dit, écoutez, tout ce qui encadrait les relations entre les individus et qui empêchait la violence de s 'exprimer au -delà d 'un certain niveau, quand bien même les États -Unis sont une société très violente, quand même, quand même il y avait une régulation par le droit des relations entre les individus, eh bien moi je vous dis que tout ça c 'est terminé. Eh bien le fait qu 'un pays comme les États -Unis dise cela, et le mettre en application vis -à -vis de l 'étranger, on le voit dans les relations internationales, ou vis -à -vis des personnes qui sont sur son propre territoire, on le voit dans le traitement par l 'ICE, cette police anti -immigration de milliers et de milliers de personnes dans la violence, eh bien ça légitime aussi le fait, eh bien, qu 'ailleurs dans le monde, l 'absence de référence, la destruction de référence de l 'État de droit, de la démocratie, du refus de la violence, eh bien ça se propage également. Donc je pense qu 'on a des effets miroirs, qu 'on a des effets domino, qu 'on a une inquiétude dans le monde occidental, on pourrait dire, qui explique aussi comment on a une vague d 'extrême droite quand même très forte en Europe sur les dernières années, même si elle n 'est quand même pas une époque, voilà comment je l 'explique, après les explications de ces phénomènes, après ce sera les historiens qui feront des thèses pendant plusieurs décennies pour nous dire pourquoi cela a existé, en tout cas en première analyse, c 'est ce que j 'en dis.

Bonjour Monsieur, je pense que quand même l 'Europe est mal préparée à la montée de l 'extrême droite. L 'Europe en général, et mal préparés à la montée de l 'extrême droite. Je vais vous résumer ça en quelques mots. Quand on regarde par exemple la FD en Allemagne, eh bien, on tolère un parti comme ça, un parti néo -nazi, ouvertement, au nom de la démocratie. Alors qu 'on sait très bien que la FD, c 'est pas la démocratie, c 'est un parti qui a un passé nazi, qui confond la remigration, en fin de compte, c 'est un nettoyage ethnique, comme disait le chancelier allemand, qui se base sur la

couleur de la peau des individus. Et je pense que s'il n'y a pas un frein, on va droit dans le mur en Europe. On va manger par l'extrême droite rapidement. Prenons un exemple sur un petit pays, la Wallonie. Ils ont interdit l'extrême droite chez eux. Et ils s'en portent pas plus mal. La Wallonie, oui. Ils ont interdit l'extrême droite chez eux. Ils ont même rompu les relations diplomatiques et les relations entre communes, des villes comme Nice, par exemple, ont été rayées. Plus de 200 villes françaises ont été rayées des jumelages, parce qu'elles sont à l'extrême droite. Je trouve que ce petit exemple de la démocratie, en Wallonie, est très bon. Et moi, je trouve qu'on devrait prendre des mesures plus sévères, parce que sinon, on va se faire bouffer tout cru. Voilà ce que je voulais vous dire. Et ce que je vois, je vois pas grand chose. En France, c'est vraiment pareil. Imaginons la peine au pouvoir. Qu'est-ce qui va se passer ? Quelles sont les défenses ? Comment on va défendre cette démocratie ? L'extrême droite est arrivée en Allemagne. Par le vôtre, appelez-vous le nazisme. Ça me rappelle une sale époque. Et si on prend pas des mesures radicales, on va se faire manger. Je sais pas ce que vous en pensez, mais moi, je vois pas grand chose arriver en ce moment.

J'aurais insisté sur un point. Vient d'être évoqué l'extrême droite au niveau européen. On vient de voir ce qui se passe en Allemagne lors de la dernière élection. Et je voudrais le mettre en lien avec les questions de l'école. Parce que dans le projet de l'extrême droite, il est notamment écrit qu'il y aura des classes où les enfants seront triés. Et donc des classes avec uniquement des enfants en situation de... Oui, je disais que sur les 200 collèges qui ont les IPS, les indices de position sociale les plus élevés, il y en a 80 % qui sont des collèges d'enseignement privé sous contrat. Et dans l'école de la République, sur les 200 collèges qui ont les indices de position sociale les plus bas, on en a 98 % qui sont des collèges publics. Et donc on assiste à un tri social, à un séparatisme qui va à l'encontre d'une société dans laquelle on considère que l'altérité, elle est absolument fondamentale pour les enfants parce qu'on prépare dès l'école maternelle, on prépare donc ces citoyens de demain et cette question de l'éducation à l'altérité, elle est absolument fondamentale. Et dans les discriminations, on voit bien la place qu'occupe le refus de l'autre. Considérer que la différence, ça n'est pas une chance mais que c'est un danger. Et donc cette question, elle se pose de manière extrêmement forte. Je prends un deuxième exemple. C'est aujourd'hui, et l'institution, quelque part, est responsable sur la question de la mixité sociale et scolaire. On a proposé au Parlement, je parle à côté de ma copine Djeeneba, les socialistes ont proposé une loi pour faire que le financement public de l'enseignement privé sous contrat, c'est quand même quasiment entre 10 à 13 milliards par an, et bien que cet argent public soit conditionné à une mixité sociale au sein de ces établissements privés sous contrat qui ne respectent pas le Code de l'éducation. Le deuxième exemple, c'est la question de l'inclusion, et donc des enfants en situation de handicap. Vous connaissez la situation, il n'y a pas une salle de profs en cette rentrée scolaire où le sujet ne soit pas abordé. Et là, on a aussi un enjeu dans la lutte contre les discriminations. J'évoquais ce que l'Allemagne veut faire, l'extrême droite veut faire dans l'État fédéral. Cette question de l'inclusion scolaire, elle se joue aussi en France, où on a encore des milliers d'enfants en situation de handicap qui ne peuvent pas être scolarisés. Et c'est aussi bien évidemment la question de l'accompagnement à la fois des personnels à ESH, mais également de la formation des enseignants, comme je le disais tout à l'heure. Donc là, on est sur des discriminations qui sont un peu rampantes, dont on ne parle pas forcément, mais qui sont absolument fondamentales parce qu'elles renvoient au type de société que l'on veut pour aujourd'hui et pour demain.

Merci beaucoup. Yannick, c'est vrai que c'est un des gros sujets qu'on a eus sur la rentrée. C'est effectivement le problème de formation des AESH. Et on sait que, moi, ma qualité de députée, j'ai beaucoup de familles qui viennent dans ma permanence et qui me disent, j'ai un problème déjà pour faire reconnaître avec le dossier, les délais sont extrêmement longs. La complexité du dossier fait que les familles mettent énormément de temps à comprendre quelles sont les... C'est aussi une forme de discrimination, c'est -à-dire que quand vous n'arrivez pas à remplir le dossier, que vous ne

savez pas exactement qui est votre interlocuteur, comment vous pouvez faire valoir les droits de votre enfant à la scolarité, tout ça participe à de la discrimination parce que ce sont des enfants qui ne sont pas accueillis correctement. Et j 'ai reçu un collectif d 'AESH, elles nous ont dit, nous, il y a deux choses qu 'on demande. La formation, c 'est -à -dire que parfois, on passe des entretiens le vendredi et on nous envoie en classe le lundi matin. On ne connaît pas la pathologie ni les besoins de l 'enfant qu 'on va accompagner. Et donc parfois, il faut cinq mois ou six mois pour avoir les informations sur l 'enfant qu 'elles accompagnent au quotidien. Donc ça aussi, c 'est un problème. Elles aimeraient avoir accès au Gévasco pour que, justement, dans le dossier, elles sachent, il y a des enfants, il ne faut pas les toucher. Il y a des enfants, il ne faut pas les regarder dans les yeux. Il y en a d 'autres, eh bien, ils ont besoin de pouvoir sortir de la classe plus souvent que les autres, etc. Donc je suis d 'accord avec toi, il faut former et les AESH et les enseignants qui ont vu se multiplier les cas d 'enfants à besoins spécifiques dans leur classe. Moi, je l 'ai vu en tant que adjointe à l 'éducation. En six ans, on a eu quasiment le triple de cas à traiter justement pour l 'accueil de ses enfants. Donc aujourd 'hui, nous, nous avons fait des propositions pour que ses enfants soient accueillis. Et la question de la misère sociale qui te tient à c-ur et qui nous tient tous à c-ur, c 'est un vrai sujet. Pourquoi est -ce que dans la carte scolaire, c 'était une proposition que nous avions faite via Jolana Roland, pourquoi est -ce que dans la carte scolaire, il n 'y a pas justement les établissements privés sous contrat parce que eux, ils trient. Et c 'est pour ça qu 'ils ont d 'excellents résultats alors que nous, on prend tous les enfants de la République. Donc, vu l 'argent qu 'on y met, on peut aussi se poser effectivement la question. Dominique, tu voulais ajouter ? Non, c 'est bon. On va passer à la deuxième partie. Reprendre l 'offensive, c 'est bien. Mais du coup, il nous faut des solutions ou en tout cas des propositions concrètes. Dominique, je commence par toi. Quel levier juridique est associatif ? À ton sens, il faut activer pour faire appliquer strictement la loi face aux discriminations et à la haine en ligne ? Et comment réengager la jeunesse dans le combat antiraciste ?

Alors, si on est sur la question des leviers juridiques, en fait, en France, on a, sur le papier, une législation antiraciste qui est quand même relativement complète. Mais il y a un problème d 'application. Par exemple, il y a deux ans, Jamel Ben -Jaballah se fait tuer par un militant néo -nazi à côté de Dunkerque qui lui roule trois fois dessus. Ce militant néo -nazi le poursuivait de sa haine raciste depuis déjà plusieurs mois. Ça avait donné lieu à plusieurs plaintes. Aucune n 'a été instruite. Bon, peut -être que si elle avait été instruite, ça ne se serait pas terminé comme ça au passage. Et la justice, au moment où on se parle, refuse toujours de reconnaître la circonstance aggravante de racisme. Bon, voilà, concrètement, ce à quoi on peut être confronté qui pose évidemment un problème, parce que là, il y a une défaillance majeure de la justice qui a pu éventuellement contribuer à la mort d 'un homme. Et en plus, il y a un signal d 'absence de fermeté par rapport à la question du racisme. Donc, il y a une problématique, non pas simplement de lois existantes ou pas existantes, même si il y a toute une série de lois qu 'on pourrait voter, j 'en dirai un mot juste après, mais il y a une problématique d 'effectivité de la loi. Et donc, comment on forme les gens ? Comment on organise le service public, par exemple, de la justice ? Comment on a des gens qui sont spécialisés sur les sujets de lutte contre les discriminations, sur les sujets de racisme, sur les sujets d 'antisémitisme, que parfois les gens ne comprennent pas ? Non, c 'est des militants, des jeunes militants. Euh... Donc, la question de la lutte contre le racisme, l 'antisémitisme et la discrimination, quand on n 'est pas formé, on peut passer à côté de ce que c 'est, ne pas y être sensible, ne pas comprendre ce que ça fait, parce que parfois, on tourne de notre chaise, parce que tout ça a l 'air évident, mais ça ne l 'est pas du tout, voire être douteux sur le sujet, parce que les magistrats ne sont pas que des Martin Luther King non plus. Bon, donc il y a tout, hein. Donc il y a une question d 'organisation de la justice, de formation des magistrats par exemple. Je ne parle même pas de la police, où là on est encore à des niveaux bien autres, mais qui montrent bien la problématique. C 'est qu 'en fait, c 'est une chose d 'avoir une loi qui lutte contre le racisme, mais quand vous avez une

police, qui dans ses comportements, a des comportements qui sont manifestement racistes. Le contrôle aux faciès, la vidéo qu'on a vue, ça c'est quelque chose de banal, parce que là il y a une vidéo, mais les témoignages de policiers qui parlent comme ça, qui se comportent comme ça, en parlant des administrés, ou en parlant de leurs collègues. Combien de témoignages en a-t-on de gens qui disent, voici ce qu'on nous dit, etc. Et il y a une défaillance, on est quand même dans un pays, c'est quand même extraordinaire. Il y a des cas de racisme dans la police régulièrement. Quand vous parlez à un ministre de l'Intérieur, ça n'existe jamais. Il n'y a pas de contrôle aux faciès, il n'y a pas de racisme. Parfois ça va un peu trop loin, mais c'est des cas individuels. Mais non, ce n'est pas des cas individuels. Et la réponse est, nous sommes en défense des policiers. Mais en fait, on parle de vous. Vous, qu'est-ce que vous faites en tant que ministre ? Ce n'est pas qu'une question des policiers sur le terrain. S'il y a du contrôle aux faciès, ce n'est pas simplement quelque chose d'idéologique de la part des policiers. C'est qu'il y a un problème d'organisation du service public de la police, qu'il y a un problème de philosophie de l'engagement de la force publique, qu'il y a une absence de retour sur pratique de qui on contrôle et pourquoi on le contrôle. Et ça, c'est bien documenté. Et donc une défaillance, non pas simplement individuelle des policiers, mais une défaillance de la politique publique de sécurité dans ce pays. Et donc ça, évidemment, ce n'est pas forcément une loi qui va le régler, mais une politique publique qui s'intéresse à ces sujets et qui n'est pas simplement une politique publique qui fait une profession de foi en disant, on est contre le racisme. On entend souvent des gens qui sont décisionnaires de politique publique, qui disent on est contre le racisme. Pour autant, ils ne font rien et pour certains d'entre eux, ils sont complètement racistes. En vrai. Parce qu'il ne faut pas les laisser parler longtemps pour dire, bon toi, le casque colonial, attends, on va faire une opération pour te l'enlever, parce que ça a l'air bien vissé quand même. Donc en fait, il y a une problématique de politique publique. On peut évidemment penser à des lois en plus. À nous, on porte par exemple le fait qu'en matière de lutte contre les discriminations, la preuve, elle est très dure en matière de lutte contre les discriminations parce que la discrimination est un délit silencieux. On ne dit pas à quelqu'un, ben toi, tu es noir, je ne vais pas te louer mon logement. Alors, il y en a qui le disent, mais bon, là, on est dans le fond de cuve, comment dire, du crétinisme. En général, les gens ne le disent pas. Ou toi, je ne vais pas te donner un emploi parce que tu es arabe. Ça ne se passe pas comme ça. Juste, on n'a pas l'emploi, juste, on n'a pas le logement, on le constate. Mais en fait, on n'a pas la preuve. Et puis d'ailleurs, quand on n'est pas accepté, est-ce que c'est bien ça qui a joué cette fois-là ? Parce qu'il y a aussi des blancs qui ont été refusés. Alors, qu'est-ce qui fait dire que cette fois-là, c'est parce qu'on était noir ou arabe qu'on a été refusés ? C'est très dur, en fait. On constate que c'est plus dur pour nous que pour les autres. Mais en même temps, la preuve, ben, c'est pas si évident que ça, au passage. Et donc, puisque, en fait, la preuve, elle est dure à rapporter, non seulement, évidemment, il faut alourdir, comment dire, mieux former les magistrats, mieux accueillir les victimes, tout ça, exactement. Mais il faut aussi taper du poing sur la table en disant, en fait, on sait qu'il n'y aura pas beaucoup de cas, mais quand il y aura un cas, vous risquez gros. Et donc, nous, on propose, par exemple, que les entreprises qui sont condamnées pour discrimination raciale puissent faire l'objet, de la part d'un juge, d'une peine complémentaire d'interdiction temporaire des marchés publics. Vous faites ça, je peux vous dire que Buighefah, j'ai Vinci, je pense qu'en deux mois, vous avez des plans de formation contre les discriminations pour que, si un jour, ça arrive, qu'ils sont chopés pour discrets, parce que ça peut arriver dans une boîte, on contrôle pas tout le monde, qu'ils puissent y regarder ce qu'on a fait. Donc, comment dire, on est quand même des good guys. Bon, voilà. Et donc, il y a aussi ce type de mesure qui peut être prise, en plus, évidemment, de toute une série d'autres mesures qui renverraient à quelque chose d'une fermeté dans la lutte contre le racisme. Par exemple, le fait que les personnes qui sont condamnées pour un juge raciste puissent être déclarées inéligibles. Aujourd'hui, il faut que ce soit de l'incitation à la haine. Une injure n'entraîne pas une peine d'inéligibilité. Il faudrait que ce soit possible. C'est aussi un signal qui serait envoyé. Bon,

voilà. Aujourd'hui, ces signaux, malheureusement, ne le sont pas. Voilà, bon, voilà quelques mesures, quelques leviers en termes de politique publique, en termes de lois que l'on pourrait éventuellement faire voter. Et surtout, c'est important d'être à l'offensive. C'est-à-dire que les racistes, eux, ils n'hésitent pas. Eux, ils proposent la préférence nationale. Eux, ils avancent. Bon, et eux, ils ne reculent pas une seule seconde. On dit que le Rassemblement national, soi-disant, a lissé son discours, etc. Mais il n'a pas lissé ses propositions. Elles sont rigoureusement les mêmes. Et c'est même pire, d'ailleurs, j'allais dire, que du temps de Jean-Marie Le Pen. C'est que Jean-Marie Le Pen lisait « Préférence nationale ». Mais il n'avait rien de prêt. Eux, tout est prêt dans les cartons. En janvier 2024, le Rassemblement national a déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi constitutionnelle de la mise en place de la préférence nationale qui va extrêmement loin dans la remise en cause de la Constitution telle qu'elle est aujourd'hui, de la hiérarchie des normes, de la neutralisation de toute une série de dispositions du droit international pour qu'on puisse dire « Non, non, on ne sort pas de la CEDH. Juste, on dit qu'on a le droit de ne pas appliquer ce qui ne nous plaît pas. » Bon, voilà, c'est ça, le Rassemblement national. Donc, il faut bien voir qu'il y a une offensive, qu'ils n'ont pas changé et que ces gens n'ont pas changé sur leur proposition. Il faut le savoir et il faut, contrario, leur opposer quelque chose. C'est-à-dire que, eux, ils sont pour l'inégalité. Nous, on est pour davantage d'égalité parce que c'est ça une dynamique. Parce que si on n'est pas en dynamique, de fait, ce n'est pas juste de dire « Ah, ce n'est pas bien ce que vous faites ». Non, non seulement ce n'est pas bien, mais nous, on a un projet de société alternative qui n'est pas simplement de dire « Il faut garder la société telle qu'elle est ». La société, elle reste traversée par le racisme, par l'antisémitisme, par la xénophobie, par le sexisme, par les LGBTphobies. Il y a plein de choses qui restent encore ancrées dans nos sociétés. Et de dire « Vous, vous avez un projet de légitimation de ces haines, eh bien nous, nous avons un projet qui consiste à continuer à les combattre avec encore plus de vigueur parce que si on fait, si on est tétanisé, si on fait du surplace, eh bien, on n'y arrive pas. » Dernier point, parce que tout le monde est comment on implique les gens. Nous, on milite. Il y a des jeunes qui militent. Il y a des jeunes qui rentrent de SOS Racisme dans la salle. Ça va ? Bon. Voilà, Kylian Edina, il y a Sacha qui est là. Nous, on milite. Voilà. Sacha, il était à Ville-Pinthe quand nos militants sont fait agresser par les nazis qui étaient dans le meeting d'Eric Zemmour. Il fait partie des gens qui ont été dire « Non racisme ! » et qu'il s'en fasse, comment dire, à Eric Zemmour dans son meeting. Il y a des jeunes qui s'engagent et qui se mettent même, j'allais dire, en danger pour dire « En fait, on n'acceptera pas qu'en un seul point de la République, il y ait un lieu où il soit interdit de dire non racisme. » Parce que la République, elle doit dire non racisme. En tout cas, pour l'instant, c'est la loi et c'est la Constitution n'en déplaise aux fachos. Donc, il faut évidemment aller vers la jeunesse. Ne pas voir comme conception de la jeunesse que la jeunesse serait un camp à redresser. Parce qu'on voit bien le côté vieux con. Moi, enfin, je vois bien parfois des vieux militants anti-racistes quand on leur... Comment dire qui ? En fait, c'est marrant, quand on leur parle du voile. Mais vraiment, ça fait très vieux con, en fait, je trouve. C'est qu'en fait, on peut avoir plein d'avis, évidemment, sur la question du voile. Moi, j'ai aucun problème sur ça. Et je ne suis pas un fanat du fait que des femmes doivent porter un vêtement qui leur serait réservé par rapport à d'autres. Mais les gens qui sont obsédés par ça, tu dis, mais quand même, c'est bizarre. C'est-à-dire que le sujet, c'est de dire, « Solidarité avec l'Iran, on va les taper les femmes voilées en France, alors qu'il y a des nazis qui sont aux portes du pouvoir. » Et qu'il faut bien entendre ce que dit l'ERN, par exemple, quand il s'en prend récemment aux femmes voilées, soi-disant au nom de la défense de l'égalité entre les hommes et les femmes. Évidemment, l'extrême droite. Ce que dit l'extrême droite à travers ça, c'est qu'en fait, ce qu'il faut bien entendre le signal à envoyer, c'est que nous allons même nous emprendre à des Français. C'est ça aussi le signal derrière. Parce qu'évidemment, ils disent « Préférence nationale » et souvent ils disent « Ah non, nous on s'en prend aux étrangers, mais on ne fera pas de différence entre les Français. » Mais régulièrement, ils vont envoyer des signaux qui consistent à dire « Une partie des Français. » Et vous avez bien compris

lesquels on va leur taper dessus. Et l'électorat du Rassemblement national ne fait pas de différence tant que ça entre les étrangers et leurs enfants. Je rappelais tout à l'heure que c'est le seul électorat dans lequel une majorité de gens dit que pour eux, les enfants d'étrangers, les enfants d'immigrés, ne sont pas des Français comme les autres. C'est un taux, c'est 51 % qui dit ça, plus ceux qui le pensent, ce qui doit être encore plus élevé. Donc il faut voir ce que c'est quand même cette pensée de l'extrême droite. Et donc il faut bien comprendre ce qui se joue parfois, lorsque l'extrême droite, par exemple, va aller s'en prendre à des groupes et qu'on est parfois gêné aux entournures. Moi je suis pour l'émancipation des femmes, mais l'obsession sur la question des femmes voilées, à un moment donné quand même, il faut l'interroger parce qu'il y a quand même quelque chose qui n'est pas net derrière. Je veux dire, à un moment donné, il y a les nazis qui sont porte du pouvoir. En termes de hiérarchie, des préoccupations, il y a quand même un petit sujet. Donc voilà, je pense qu'il faut être en dynamique, qu'il faut être en clarté aussi sur toute une série de sujets, qu'il ne faut pas antagoniser les luttes, et je terminerai peut-être sur ça parce que moi qui suis plus tout à fait jeune, toutes les logiques d'antagonisation, entre eux, lutte contre le racisme d'un côté et lutte contre l'antisémitisme de l'autre, ça c'est à gerber et ça c'est une irresponsabilité totale par rapport à la lutte contre les haines et par rapport à une jeunesse qui évidemment peut être à besoin aussi parfois d'avoir des références, d'avoir de la clarté et non pas qu'on lui mette de la confusion dans la tête. Donc je ne suis pas dupe sur le fait qu'il y a des usages réactionnaires parfois de la lutte contre l'antisémitisme. Quand on entend l'extrême droite dire on défend les juifs, on est proche des juifs, ah ben oui vous avez été proche des juifs, d'ailleurs historiquement vous étiez même très proche, il y avait juste des barbelés entre vous et eux, donc effectivement il y avait une très très grande proximité, un peu trop d'ailleurs au passage. Donc là évidemment on est sur un usage réactionnaire de la lutte contre l'antisémitisme qui va être utilisé pour se laver et pour aller taper les arabo-musulmans, on voit bien. Pour autant, ça n'est pas parce qu'il y a des usages réactionnaires de la lutte contre l'antisémitisme qu'il n'y a pas un problème d'antisémitisme. Il faut quand même, la clarté du débat, il y a une augmentation, t'as donné alors les chiffres, enfin les deux vous avez donné les chiffres, sur l'augmentation de la lutte contre l'antisémitisme, ben il faut être clair, parce que si on n'est pas clair sur le fait qu'il y a un problème de racisme, qu'il y a un problème de haine des musulmans, qu'il y a un problème de haine des juifs, ça donne place à tous les confusionnismes possibles et à toutes les fuites possibles. Et je terminerai sur un exemple de la clarté du débat à voir en politique. Quand il y a eu le meurtre d'Aboubacar VI c'est dans la mosquée de la Grandcombe, 57 coups de couteau, avec une dimension islamophobe évidente. Un, on a un ministre qui ne va pas sur les lieux, ministre de l'intérieur qui est ministre des cultes, il ne va pas sur les lieux, enfin déjà, c'est incroyable, c'est quand même spectaculaire. Et deuxièmement, y compris parfois des gens qui se disent de gauche, qui ont dit, ah non mais attention, il ne faut pas dire islamophobie. Alors, à la rigueur, les débats sur les mots ne sont pas inintéressants, on peut avoir tous les débats qu'on veut sur le mot, mais quand les gens disent ça, quand ils sont interviewés sur le fait qu'il y a un musulman qui s'est fait tuer, est-ce que la priorité c'est le débat sur le mot ou c'est le fait qu'il y a un musulman qui s'est fait tuer ? Parce que quand des gens, dans une interview, passent neuf-dixièmes de leur temps à venir polémiquer sur le mot, en fait c'est aussi une façon de ne pas condamner le crime. Et là, il y a quand même quelque chose qui n'est pas possible. En fait, quand il y a des gens qui sont tués, quels que soient les mots que l'on emploie, on condamne dans la clarté et on passe l'essentiel de son temps à condamner le crime. Quand bien même, encore une fois, les débats sur les mots, en plus en France on aime bien ça, bref, donc on peut avoir plein de débats sur les mots, c'est très intéressant, on peut s'engueuler, tout ça, etc. Mais quand même, là aussi, il y a du crime et le crime doit être dénoncé dans la clarté, parce que c'est aussi la clarté qui permet aux jeunes d'avoir des points de référence qui leur permettent de s'engager dans des mouvements qui sont des mouvements qui doivent rester axés, structurés, sur une logique de l'émancipation qui, malheureusement, est une dynamique qui n'est pas vraiment à l'honneur ces dernières années

dans les temps réactionnaires que l'on vit.

Merci beaucoup Dominique, justement pour ta clarté. Je pense qu'on a besoin d'entendre effectivement qu'on ne peut pas se cacher derrière des termes pour condamner des crimes qui, de toute façon, quel que soit le terme qui soit utilisé, sont des crimes inadmissibles dans notre République. Yannick, du coup, quelles mesures concrètes il faut déployer dans le système éducatif, parce que tu as parlé de l'altérité, comment on peut déconstruire un petit peu les stéréotypes et surtout faire de l'école ce qui ne doit jamais cesser d'être, c'est -à -dire un moteur pour l'égalité et la laïcité. Et de la même manière, à ton avis, quelles initiatives législatives et politiques de terrain est-ce qu'on doit nous porter pour réaffirmer justement notre universalisme et comment on peut lutter efficacement contre toutes les formes de discrimination que tu nous as rappelées dans ton avant-propos.

Alors, au-delà des outils qui existent, y a des outils, un petit phare notamment, qui permet au sein des établissements de travailler ces questions -là, mais il faut aujourd'hui aller beaucoup plus loin. Le premier élément, on en a un peu parlé tout à l'heure, je l'ai évoqué, mais j'insiste là-dessus parce qu'il est complètement transversal, c'est la question de la formation de tous les personnels. Et pour être un peu précis sur cette question de la formation, il faut former à la fois à l'identification des discriminations, c'est une chose, mais également à la connaissance du droit, il y a des points de droit qui viennent d'être évoqués, à la détection des stéréotypes, formés à la prévention du racisme et de l'antisémitisme, formés à la question de l'égalité fi garçon, qui est aussi un sujet de discrimination important, formés à la question de l'inclusion du handicap, on en a parlé, des violences LGBT-phobes également, c'est un sujet qui est aussi présent, formés sur la question du harcèlement et à la prise en charge des victimes. Il faudrait que cette formation soit à la fois obligatoire, bien évidemment, qu'elle soit régulière et qu'elle soit extrêmement pratique. Ça c'est le premier élément. Deuxième élément, il y a un autre sujet qui est extrêmement discriminant, c'est la question de l'orientation en matière scolaire. Aujourd'hui dans notre pays, 7 enfants d'ouvriers sur 10 vont être ouvriers et 7 enfants de cadres sur 10 vont être cadres. Donc il y a une reproduction d'une forme d'élitisme qui n'est pas un élitisme républicain mais qui est un élitisme social et que la machine éducation nationale reproduit. Je prends un deuxième exemple, c'est la question du lycée professionnel où aujourd'hui, dans notre pays, vous avez 60 % des élèves de lycée professionnel qui sont issus des milieux sociaux défavorisés, voire très défavorisés, quand vous avez à peine 2 % d'enfants de cadres en lycée professionnel. Et alors, les enfants d'enseignants lycée professionnel, il n'y en a quasiment pas, on va se dire les choses. Je rajoute que sur par exemple la question du lycée professionnel, depuis 2017, étrangement, les enseignements qu'on appelle fondamentaux entre guillemets, ont diminué en termes de volume et que les stages en entreprise ne cessent d'augmenter et que, très étrangement, les lycéens professionnels, contrairement à leurs copains de lycée général ou technologique, ils n'ont pas le droit à la philosophie. Donc, pourquoi les élèves de l'enseignement professionnel ne pourraient pas bénéficier de philosophie ? Donc, sur la question de l'orientation aujourd'hui, on a un vrai sujet, parce que c'est un système qui reproduit les inégalités sociales et que les inégalités sociales génèrent du séparatisme et forcément de la discrimination. On a aussi, comme autre levier, la question de la mixité sociale et scolaire. On en a parlé tout à l'heure, mais c'est un vrai sujet de société parce que l'école de la République ne peut pas se construire sur un processus d'exclusion ou de ségrégation. La République, ça n'est pas d'où l'on vient individuellement. La République, c'est où l'on va collectivement, tous ensemble, et qu'au moins le temps de la scolarité obligatoire, au moins le temps de la scolarité obligatoire, il faut que tous les enfants puissent partager le même temps d'école sur les mêmes bancs. Parce que c'est aussi comme cela que l'on construit, que l'on élabore une société de l'altérité, de la fraternité et de l'émancipation. Ça vient d'être évoqué à l'instant. Je pense aussi que notre système a des progrès à faire sur le droit effectif à la parole des élèves. C'est encore un sujet, aujourd'hui, au sein des

établissements scolaires qui est, on va dire, encore en devenir la question des espaces de parole, la question de la médiation, la question des élèves ambassadeurs pour traiter un certain nombre de situations, de la participation aux instances. Ce sont des sujets qui doivent être encore. Alors, il y a les établissements qui le font, mais ça reste encore quelque chose à développer. Avant, dernier élément en termes de proposition, c'est bien évidemment l'accompagnement des familles. Il faut absolument qu'on puisse mieux expliquer leur droit aux familles, qu'on rende absolument compréhensible les procédures de recours, qu'un très grand nombre de familles ne connaissent pas ou connaissent mal, qu'on développe les médiations, qu'on améliore l'information sur les dispositifs existants, parce qu'il y a des parents qui sont absolument démunis sur ces questions -là, et qu'on évite que la complexité administrative constitue une deuxième inégalité pour des familles qui sont déjà en difficulté. Donc, voilà quelques leviers. pour permettre donc à lutter contre ces discriminations. J'ai volontairement balayé ça très largement parce que au-delà de ce que Dominique vient d'exprimer avec brio et qui est finalement le combat aujourd'hui qui renvoie à un véritable choix de société, politiquement on voit bien qu'au sein des établissements scolaires, cette question des discriminations elle est encore extrêmement présente et évidemment elle est extrêmement inégalitaire et qu'il faut travailler ces questions -là parce que sinon nous allons vers une société du séparatisme, qui est une société du tri. Et la République, ça n'est pas le séparatisme, ça n'est ni le tri. Encore une fois, c'est une société où chaque enfant, quel que soit l'endroit où il vit, quel que soit le milieu d'où il vient, il a le droit de réussir son parcours et la réussite de son parcours, elle ne peut que se faire qu'au milieu d'autres enfants qui sont différents de lui-même.

Merci beaucoup Yannick, c'est très complet. Est-ce que vous voulez poser des questions ? Vous passez le micro.

Bonjour, merci, c'était très intéressant et j'avais une remarque plus ou moins vert également puisque en fait on a beau travailler sur le système éducatif également sur tout l'aspect législatif et également sur les différents moyens d'éducation populaire, mais en fait le quatrième pouvoir c'est les médias et les médias à l'heure actuelle, ils peuvent contrebalancer toute l'opinion publique de nos jours et également ne pas porter la voix puisque quand on voit qu'il y a énormément de gens, notamment issus de classes un peu plus défavorisées, qui mettent BFM toute la journée ou qui mettent CNEWS toute la journée et qui ne rapportent pas, parce que par exemple, je pensais, puisque il y a quelques jours on en avait parlé avec une militante qui n'avait jamais entendu parler par exemple des testings de SOS et notamment sur ceux de cet été et de voir un peu toute l'action qui est faite également par les associations et en fait que cette parole elle est toujours portée par les mêmes et que nos outils de régulation, que ce soit sur la com et sur la com, on voit qu'on est vraiment défavorisé et totalement dépeuplé face à ce média et à cette emprise, bien entendu on parle beaucoup de concentration des médias, mais ça va bien plus que ça puisque le RTF à l'époque était utilisé par les pouvoirs et l'Etat pour transmettre l'idée générale donc je pense qu'il faut aller un peu plus profondément et notamment reprendre le service public de l'information qui est quand même très important pour gagner et donner de la visibilité aux combats qui sont faits, que ce soit sur les réseaux sociaux puisque les jeunes sont perpétuellement sur les réseaux sociaux mais également sur les personnes un peu plus âgées et qu'on ait des outils de régulation beaucoup plus importants notamment dans les pouvoirs de sanctions puisque on a eu C8 qui s'est affermi mais au bout de combien d'années, au bout de combien de temps et voilà Merci beaucoup Nadia

Oui bonjour, Audrey, donc je suis également membre des SOS Racisme et prof en quartier populaire dans un établissement qui est un établissement QPV avec du produit général du techno et on constate bien tout ce que tu as pu mettre en évidence Yannick à travers ton intervention que ce soit les effets de corrélation entre une égalité, enfin ségrégation sociale et ségrégation scolaire et on le voit même à l'intérieur des établissements les effets biaisés de l'orientation et d'une certaine

manière les biais racistes aussi qu'il peut y avoir chez les professionnels de l'éducation quand il s'agit d'orientation et ce qui m'inquiète aussi et qui appelle je pense de notre part à toutes et tous une très grande fermeté c'est que les profs non plus restent à l'image de cette extrême droitisation de la société nous sommes une profession qui reste encore globalement très ouverte et avec un vote qui n'est pas majoritairement celui du rassemblement national mais ça monte, ça se ressent en salle des professeurs on avait dans mon lycée une réunion syndicale comme tous les ans à la rentrée où j'ai fait une intervention pour rappeler aux collègues l'importance de ce combat contre le racisme et je vois quelques collègues qui baissent la tête en fait ou d'autres des discussions informelles qu'on avait l'année dernière sur le risque de Marine Le Pen etc et une préoccupation d'une collègue qui était ah va falloir remplir le cas des textes parce que là et en fait c'est quoi ce sujet on n'en a rien à faire de remplir le cas des textes il s'agit de nous, de nos élèves de défendre notre mission de service public qui nous sommes aussi comme représentants de ces valeurs qui sont au fronton de nos établissements scolaires et c'est quelle fermeté aussi à cet endroit là on arrive à avoir pour que les profs racistes, parce qu'il y en a, continuent de baisser la tête et ne puissent pas avoir voix au chapitre dans nos salles des profs et encore moins dans leurs salles des classes quand ils sont seuls avec les élèves

Merci beaucoup pour ta remarque je pense que effectivement c'est ce que disait Yannick dans son propos il y a cette espèce de tabou autour du fait qu'il y a des professeurs racistes qui du coup usent de leur position pour nuire à des élèves parce que ils discriminent des élèves parce qu'ils sont noirs, parce qu'ils sont arabes parce qu'ils ont une orientation sexuelle différente etc et le problème c'est que même lorsqu'on identifie ses collègues, moi je suis prof et qu'on a différents témoignages d'élèves qui disent oui mais madame passe son temps à nous insulter quand on est dans les ateliers il m'a pas mis la même note que quelqu'un d'autre parce qu'il m'aime pas même quand on a un cumul de témoignages moi j'ai passé 26 ans dans l'éducation nationale je n'ai jamais vu un de mes collègues être sanctionné parce qu'il a tenu des propos racistes ou parce qu'il a discriminé un enfant ça existait déjà à mon époque puisque moi quand j'étais étudiante je me suis retrouvée avec un devoir qu'on avait rendu avec une copine à l'époque j'étais en licence donc c'était pas hier elle a eu 15, j'ai eu 10 et quand on est allé le voir il a dit oui mais je sais que Céline Céline a mieux travaillé que Dienaba et donc on lui a dit ok pas de soucis mais où est la partie de Céline et où est la partie de Dienaba puisque tout est dactylographié il a dit je sais donc moi j'ai dit bah ok les copains ils ont dit non pas ok ils sont allés voir le doyen et il a fait changer la note mais je me suis retrouvée à soutenir mon mémoire au mois de septembre parce qu'il partait à la retraite au mois de juin et que son collègue m'a dit Dienaba je t'invite à ne pas rendre ton mémoire au mois de juin parce que si c'est lui qui corrige ton mémoire tu n'auras pas ta maîtrise et donc moi j'ai perdu ma bourse parce que j'ai été obligée de rendre mon mémoire au mois de septembre, lui il est parti à la retraite sans aucun problème et donc c'est ça aussi notre problème et je rejoins ce que disait Dominique c'est à dire que quand on a des cas concrets on doit faire preuve de fermeté et les peines doivent être exemplaires pour dissuader les autres de faire la même chose et c'est pareil pour justement tous les luttes contre les violences sexistes et sexuelles parce que tu as parlé justement de ce jeune qui a été assassiné qui avait porté plainte plusieurs fois et qui n'avait jamais été pris en compte l'affaire de l'IANA ça nous a tous bouleversé parce que justement on aurait pu l'éviter et ça n'a pas été fait donc il y a des failles dans notre système qui font qu'aujourd'hui la République ne protège pas ne protège pas les individus contre justement celles qui sont celles et ceux qui font preuve de racisme d'islamophobie d'antisémitisme et j'en passe encore, et tu le disais c'est très insidieux, le gars va pas vous dire bah je vais pas vous... moi on me l'a dit, non je vais pas vous louer parce que sinon vous allez faire venir tous vos cousins moi j'ai dit pardon et il m'a dit oui oui vous toute seule vous pouvez pas je comprends pas, non mais par exemple quand vous êtes député que vous déposez justement des annonces pour pouvoir louer un appartement à proximité de l'Assemblée nationale que vous êtes la seule avec Béatrice Bélé à n'avoir eu aucune réponse aucune, sur les 200 demandes qu'on avait

envoyé et que du coup les copains nous disent mais je comprends pas, et donc je dis à Christine je dis mais à ton avis c'est quoi le point commun entre Béatrice et moi et là elle me dit mais non, me dit pas que c'est ça, mais c'est ça, c'est notre quotidien je suis député je me fais discriminer donc imagine quand t'es juste une personne lambda et effectivement je peux pas dire que c'est parce que je suis noire, ils m'ont jamais répondu ils m'ont pas répondu mais si vous regardez bien leurs fichiers ceux à qui ils ne répondent pas on a tous des petits points communs je pense, donc c'est pour ça que là dessus je suis complètement d'accord avec toi il faut être à l'offensive il faut taper et être ferme sur ces questions là et arrêter de nous cacher derrière notre petit doigt sous couvert d'universalisme parce que ça, excusez-moi même à gauche j'ai tellement entendu ça m'énervé. Les gens qui disent oui mais tu comprends, faut faire attention, faut pas être communautaire parce qu'à un moment donné, nous aussi, on défend. Mais non, mais t'as pas ma vie parce que toi, t'as pas de problème, tu te fais pas discriminer. Les gens qui me ressemblent, on l'a dit avec Dominique, on a quand même neuf fois plus de chances sur dix de se faire claquer la porte pour un appartement, pour obtenir un travail, etc. Et je crois que c'est aussi la responsabilité de la gauche de ne pas justement mettre la poussière sous le tapis et de dire, écoutez, à un moment donné, faut arrêter. Les discriminations, elles existent. On a des lois, faut les appliquer et il faut aussi du coup protéger. Je

voulais dire un petit mot. Oui, par rapport à ce que vient de dire Dinebaye et ce que tu disais, en fait, on ne transige pas avec les valeurs de la République et il n'y a pas à discuter sur ces questions -là. Et là, il y a effectivement un sujet au niveau de l'institution parce que c'est le système de pas de vague, en fait. On ne veut pas et la hiérarchie de l'Education nationale, pour le coup, là, n'assume pas ses responsabilités et donc on étouffe un certain nombre de situations. Moi, j'ai vu dans le premier degré, j'étais jeune enseignant et la manière dont les enfants, les petits blagues, etc. dans la classe de CP à côté de la mienne était traitée par l'enseignante qui les mettait au fond de la classe et qui leur donnait jamais la parole parce qu'elle considérait que de toute façon, ces enfants -là ne réussiraient pas. Donc, ça existe et il faut en être conscient et surtout, il faut en parler de ces choses -là parce que l'institution a tendance, on va dire, quand même à protéger et à ne pas vouloir mettre ce sujet -là sur la table. Je réponds très rapidement sur la question des médias. À ta question, elle est intéressante parce qu'on entre dans une campagne présidentielle. Moi, je souhaite que la question de l'éducation, elle soit au cœur des débats de cette élection présidentielle et pas seulement à la foire qui consiste à dire, moi, j'augmente les enseignants de 100 euros, l'autre de 200, etc. Surtout que les gens qui lancent ça en l'air sont des gens qui ont supprimé quand même 10 000 postes depuis 2017, donc leur crédibilité, elle est quand même largement entamée. Mais qu'on aborde cette question de l'éducation parce que c'est l'enjeu d'aujourd'hui et de demain, et notamment sur la question dont on vient de parler aujourd'hui, parce que ce qui se joue là, c'est l'avenir de l'école de la République qui, disons -le, aujourd'hui est menacé. On évoquait tout à l'heure l'Allemagne, tout à l'heure, Dominique parlait d'un certain nombre de réactions racistes. On a aujourd'hui le Rassemblement national, on sait très clairement ce qu'ils veulent faire sur la question de l'école de la République. Il faut lire leur programme. Et ce sont ces gens -là qui, demain, peuvent mettre en place une école qui est une école du séparatisme avec des ghettos de riches, des ghettos de pauvres, des classes dans lesquelles vous n'aurez que des enfants en situation de handicap quand ils sont scolarisés. Et puis, vous aurez des écoles en fonction aussi des quartiers dans lesquels il n'y aura plus que ceux qui ne peuvent pas partir. Parce que ça sera ça, l'avenir avec de tels gens. Donc il faut mener ce combat pied à pied et réaffirmer les valeurs de la République. Non, les valeurs de la République, c'est pas old school. Les valeurs de la République, c'est le talisman de toutes et tous, et c'est ce qui permettra à notre société, à notre jeunesse, de pouvoir grandir ensemble et partager ensemble les mêmes valeurs.

Merci beaucoup. Si tu veux me dire un dernier mot de conclusion, sinon... On lib... Oui, alors, je suis d'accord. Il faut continuer à soutenir les mouvements comme SOS Racisme. On en a besoin. Il faut

des associations telles qu 'ESO Racisme qui continuent de dire que non, effectivement, on ne transgise pas avec les valeurs de la République. Donc adhérer, soutenez, etc. Et puis, on va continuer à discuter, effectivement, de tout cela. Je vous rappelle qu 'on a une primaire. Participez, faites entendre votre voix, parce que c 'est grâce à vos votes sur la primaire qu 'on arrivera aussi à lutter contre l 'extrême droite. Merci beaucoup à toutes et à tous et belle fin de fête de l 'humanité.